



Buenos Aires, le 29 juin 2009.

Communiqué

Le dimanche 28 juin dernier, le président du Honduras, Manuel Zelaya, a été séquestré par un groupe de militaires et amené de force au Costa Rica. Cette journée-là, le peuple hondurien était appelé à se rendre aux urnes pour se prononcer sur un projet de réforme de la Constitution, une consultation dont la tenue a été suspendue par la Cour suprême de ce pays.

« Ce fut là rien de moins qu'un crime contre la démocratie », a déclaré le président hondurien, qui a en outre démenti catégoriquement avoir démissionné de son poste.

Les événements qui se sont produits requièrent une condamnation on ne peut plus énergique de la part de la communauté internationale. À cet égard, en ma qualité de première vice-présidente chargée d'assumer la présidence de la Confédération parlementaire des Amériques, je tiens à exprimer mon rejet le plus catégorique du coup d'État perpétré en République du Honduras, où les forces militaires ont destitué le président Manuel Zelaya.

Les dirigeants de divers pays d'Amérique latine, des États-Unis et de l'Europe se sont déjà exprimés à propos de ces événements en dénonçant sans réserve les moyens adoptés par les forces militaires au Honduras et réaffirmé leur appui à Manuel Zelaya, qu'ils considèrent comme le président légitime de ce pays.

L'Union des nations sud-américaines (Unasur), l'Organisation des États américains (OÉA) et l'Assemblée générale des Nations unies, entre autres organismes internationaux, ont également abondé dans ce sens.

Les membres de la Confédération parlementaire des Amériques estiment qu'il est de leur devoir, en tant que représentants du peuple élus par scrutin populaire dans leurs pays respectifs, d'empêcher le retour au terrible passé latino-américain que rappelle ce coup d'État au Honduras.

Comme membres de la grande communauté américaine et internationale, nous nous devons de contribuer au rétablissement de l'ordre institutionnel. Nous nous devons de refuser de reconnaître tout gouvernement au Honduras autre que celui qui a été légalement et légitimement élu par le peuple et exiger le rétablissement de la démocratie et la réinstallation immédiate du président de la République du Honduras.

Nous nous devons également d'appeler le peuple hondurien et la communauté internationale à s'élever ensemble contre cette grave atteinte au processus démocratique que vit actuellement le continent, et ce, en ayant la profonde conviction que les conflits internes ne doivent se résoudre que dans le cadre des institutions démocratiques et de l'État de droit.

**Edda Acuña, sénatrice,
Vice-présidente chargée d'assumer la présidence**